



La Commission du développement durable: marché mondial d'idées et de politiques

La Commission du développement durable est un forum des Nations Unies unique en son genre qui réunit des responsables gouvernementaux et des représentants d'un large éventail de segments de la société civile pour discuter et recommander des solutions qui favorisent un développement durable. À l'occasion de sa quatorzième session qui se tiendra au Siège l'ONU, à New York, du 1^{er} au 12 mai prochain, la Commission s'attachera cette année à identifier les obstacles et les contraintes, ainsi que les enseignements tirés et les pratiques optimales, dans quatre domaines fort interdépendants : l'énergie au service du développement durable, le développement industriel, la pollution atmosphérique/l'atmosphère, et les changements climatiques.

La Commission a été créée en décembre 1992 pour assurer le suivi effectif de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992 qui a fait date et qui est communément appelé Sommet Planète Terre. À l'issue de plusieurs mois de négociations délicates, les dirigeants du monde entier réunis au Sommet avaient adopté l'Action 21, un plan de 300 pages visant à réaliser le développement durable au XXI^e siècle.

- » La Commission du développement durable est une commission technique du Conseil économique et social de l'ONU. Elle compte 53 membres, dont le mandat est de trois ans.
- » Le caractère unique de la Commission résulte en partie de la participation de grands groupes définis dans l'Action 21, qui comprennent les femmes, les enfants et les jeunes, les peuples autochtones, les organisations non gouvernementales, les autorités locales, les travailleurs et les syndicats, les entreprises et l'industrie, les communautés scientifique et technologique, et agriculteurs.

- » Un examen quinquennal des progrès réalisés depuis le Sommet Planète Terre a été conduit en 1997 par l'Assemblée générale des Nations Unies réunie en session extraordinaire. En 2002, un examen décennal a été effectué au Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg (Afrique du Sud), qui a débouché sur le Plan de mise en œuvre de Johannesburg.

À Johannesburg, les pays ont réaffirmé le mandat et les fonctions initiaux de la Commission du développement durable en tant que forum de haut niveau sur le développement durable et a décidé de renforcer son rôle de façon à ce qu'elle puisse répondre aux nouvelles exigences découlant des résultats du Sommet.

À Johannesburg, les pays ont parlé d'un certain nombre de questions et d'objectifs relatifs aux modules thématiques de la Commission pour cette année, notamment de la mobilisation de financements pour les technologies respectueuses de l'environnement, la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie renouvelable, la promotion de l'utilisation de technologies énergétiques plus variées, l'assistance aux pays en développement aux fins de l'adoption de technologies énergétiques propres et économiques, et l'adoption de politiques visant à réduire les distorsions du marché et à favoriser des systèmes énergétiques compatibles avec un développement durable.

La quatorzième session de la Commission du développement durable comprendra deux sessions plénières parallèles durant la première semaine, avec des groupes d'experts, des discussions régionales et des discussions thématiques axées sur les liens entre les différentes questions. Ce débat de haut niveau est propice à un dialogue interactif au niveau ministériel visant à trouver comment exercer une influence dans le contexte des thèmes retenus et aller de l'avant. Jusqu'à présent, 1,250 grands groupes se sont enregistrés pour participer à la quatorzième session, et 80 ministres de différents pays devraient participer à son débat de haut niveau. De plus, la quatorzième



session comptera aussi un salon du partenariat et un centre d'apprentissage.

Aleksi Aleksishvili, le Ministre géorgien des finances, a été élu Président de la quatorzième session de la Commission du développement durable.

Le Salon du partenariat

Un des résultats les plus originaux du processus du Sommet mondial pour le développement durable a été la mise en place de partenariats entre les gouvernements, le secteur privé, les organismes des Nations Unies et les organisations des grands groupes. Ces partenariats, dont plus de 300 sont enregistrés auprès du secrétariat de la Commission, ont joué un rôle en traduisant concrètement les idées avancées et en mettant en pratique les engagements et objectifs énoncés en matière de développement durable. À la quatorzième session de la Commission, le Salon du partenariat comprendra des présentations qui seront l'occasion pour plus de 30 partenaires enregistrés auprès de la Commission de faire part de leurs activités. De plus, il y aura sept débats interactifs sur « les partenariats dans la pratique » axés sur les thèmes correspondant aux modules thématiques et aux questions communes à tous les partenariats, par exemple les stratégies de communication efficaces, la création de réseaux, la création de nouveaux partenariats et le financement. Des bureaux d'information seront aussi à la disposition des partenaires enregistrés auprès de la Commission pour exposer et distribuer des informations et discuter avec les participants à la session de la Commission. Pour de plus amples renseignements sur les activités relatives au Salon du partenariat qui se tiendra durant la quatorzième session de la Commission du développement durable, veuillez vous rendre à : <http://www.un.org/esa/sustdev/partnerships/partnerships.htm>

Le Centre d'apprentissage

La quatorzième session de la Commission du développement durable comprend un « Centre d'apprentissage » mis en place pour la durée de la session, qui offrira un

large éventail de cours sur les différents aspects des thèmes retenus cette année par la Commission, l'énergie au service du développement durable, le développement industriel, pollution atmosphérique et atmosphère, et changements climatiques. Au total, 17 cours sont prévus, d'une durée de trois heures chacun. Les cours présentant un intérêt particulier sont notamment les suivants :

- » « Énergie et développement durable : Questions pour l'action des pouvoirs publics. Comment les journalistes et guides de l'opinion peuvent sensibiliser le public », qui vise à étudier le rôle constructif que jouent les journalistes pour sensibiliser le public et améliorer le débat sur les préoccupations touchant au secteur énergétique et à aborder les problèmes que rencontrent les journalistes dans les pays en développement ;
- » « Comment réduire la pollution atmosphérique avec des carburants et des véhicules plus propres », par Michael Walsh, expert auquel a été décerné en 2005 le prix du programme de bourses MacArthur, qui présentera une stratégie d'ensemble visant à réduire les émissions des véhicules de la façon la plus économique possible.
- » « Atténuation des changements climatiques », par John Holdren, titulaire de la chaire John Heinz de politique environnementale à l'Université Harvard, qui parlera du rythme et de l'ampleur des efforts d'atténuation qui devraient être déployés pour éviter les effets préjudiciables ingérables des changements climatiques sur le bien-être des populations.
- » « Modes de financement novateurs de l'énergie dans les pays en développement » encourage l'utilisation de sources de financement privées pour les projets relatifs à l'énergie et aux infrastructures connexes.

Pour de plus amples renseignements sur le Centre d'apprentissage, veuillez vous rendre à : http://www.un.org/esa/sustdev/csd/csd14/learning_centre.htm